

Lettre au Président de la République

Le 31 décembre 2012

de

Timothy Williams
97110 Pointe-à-Pitre

à

Monsieur le Président de la République
Palais de l'Élysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Objet: requête d'enquête sur la violence pédagogique en Guadeloupe.

Monsieur le Président,

Professeur certifié d'anglais au Lycée Général et Technologique de Baimbridge de 1984 à 2011, j'ai été alerté fin 2009 par de nombreux élèves des agissements inappropriés et violents du proviseur. Conformément à la loi, j'ai envoyé en avril et en juillet 2010 deux recueils de témoignages au procureur de la République de Pointe-à-Pitre et au recteur de la Guadeloupe.

En juillet 2010, un collègue a adressé une lettre semblable au procureur.

Le rectorat m'a répondu par voie hiérarchique en m'informant, d'un ton comminatoire, que mes « propos » pouvaient « être qualifiés de diffamatoires ».

Quant au procureur de la République, il n'a jamais répondu à mes deux lettres.

Suite à ma plainte auprès du Tribunal administratif de Basse-Terre, en novembre 2011, dix-huit mois après ma première lettre au procureur, j'ai été convoqué au commissariat de Pointe-à-Pitre. La fonctionnaire de la police judiciaire en dressant un procès-verbal m'a félicité de mon courage, mais, hélas, je reste persuadé, presque trois ans après mes lettres, qu'aucun témoin cité dans mes deux lettres n'a été entendu par la police.

Par contre, en septembre 2011, le proviseur du LGT Baimbridge a porté plainte pour « menaces de mort » contre deux membres du journal étudiant Rebelle! qui, lors d'une manifestation, avaient porté une pancarte avec le message: « chak cochon ni sanmdi a yo » (chaque cochon aura son samedi (pour mourir)).

Le 18 mai 2012, une lycéenne de 17 ans a dû répondre à une plainte au pénal posée par le même proviseur qui lui aurait reproché, paraît-il, des propos diffamatoires en classe.

Les deux plaintes ont été classées sans suite, mais lors de la convocation de la lycéenne, la violence des confrontations entre les forces de l'ordre et les jeunes devant le commissariat de Pointe-à-Pitre n'a fait qu'alourdir une ambiance sociale déjà pénible. Deux jeunes journalistes du journal Rebelle! doivent être jugés au mois de janvier 2013 pour insultes à agents et violence sur les forces de l'ordre.

La justice française semble prendre les plaintes futiles d'un proviseur très au sérieux, mais les accusations de violence à l'encontre du même proviseur ne provoquent aucune réaction chez ceux qui sont censés protéger les élèves.

L'actuel ministre de l'Intérieur demande au peuple corse de briser la loi du silence en Corse, mais l'État se montre complice de la loi du silence en Guadeloupe. Les maisons secondaires en Corse sont-elles plus importantes que l'intégrité physique des jeunes de la Guadeloupe? Les citoyens français noirs n'ont-ils pas droit à la même justice que les Français de France?

Des messages sur l'internet semblent donner raison à la thèse d'une grande complicité entre un proviseur violent et une hiérarchie complaisante.

Sur ma chaîne Youtube, j'ai posté une vidéo, dont je ne connais pas l'origine, où on voit le proviseur intimider une jeune lycéenne:

<http://www.youtube.com/watch?v=wS4rveVApI0>

Sur le même site, des internautes, dont je ne connais pas l'identité, ont envoyé des messages inquiétants:

1: Jean Alice paiera le mal qu'il a fait et qu'il fait encore, tôt ou tard.

2: pfff c claire alice ce gars la il a jamais été un exemple !!!! dégoutééé

3: Pour ma part, à l'époque ou j'étais dans son lycée, il à frappé plusieurs élèves à en aller aux pleures, marques et au sang (pour une histoire de tags). Jamais il n'a été inquiété de quoi que ce soit. Pourtant il ne rend pas service aux jeunes car il n'est pas un exemple, car c'est un homme VIOLENT, de plus il est PROVISEUR. Notre société Guadeloupéenne est belle et bien une société violente, pas à cause des jeunes, mais à cause de ce genre de prédateur !

4: Cet homme a cassé du jeune tout au long de sa carrière. Dieu seul sait le nombre de jeunes qu'il a mis à la rue. C'est un tyran, dictateur au dessus des lois. Le pire c'est qu'il est épauler par le rectorat de Guadeloupe et par des gens bien placé dans la société.

Sur un autre site:

Les jeunes n'ont rien inventés et sont les victimes d'une société de plus en plus violente... J'avais 16 ans et j'ai été renvoyé de son lycée pour un problème disciplinaire, le deal qu'il m'a

proposé était (selon ses mots) : « soi on va dans la cour et je te donne une volé comme tes parents ne t'ont jamais donné ou soi je te renvoi de MON lycée »... Ma réponse a été : « vous n'etes pas mon père, si vous me toucher, je me défendrais! »... et j'ai été renvoyé!!!

<http://www.youtube.com/user/alicecoudoux>

Sur une vidéo du parti socialiste (<http://www.youtube.com/watch?v=FIZ1p-7dtxs>), où on voit le proviseur militer pour la cause de Victorin Lurel, un internaute a écrit:

*Je comprend maintenant pourquoi monsieur Alice n'est jamais inquieté lorsqu'il gifle, qu'il insulte ou encore qu'il casse un oeuf sur la tête d'un élève... il est beaucoup trop protégé... pffff... qu'il crè*e*

Puis sur le site des Rebelles! (<http://www.facebook.com/pages/rebelle-bebad/224364314286056?fref=ts>) :

LGT BAIMBRIDGE : WELCOME TO MAKOLAND

Depuis le début de l'année des caméras fleurissent dans le lycée : on en a trouvé 5 pour le moment. Le proviseur, Jean Alice, disait vouloir protéger les élèves aux abords du lycée. En réalité les caméras surveillent les élèves à l'intérieur du lycée. Le plus beau c'est qu'il parait que les écrans sont dans le bureau d'Alice. Pas étonnant quand on connaît ses tendances au voyeurisme (à la rentrée, il a dit à des élèves : « je vous ai vues à la plage pendant les vacances, vous aviez l'air bien chaudes »).

Les parents n'envoient pas leur fille à l'école pour qu'un proviseur la gifle ou la traite de pute. Ils n'envoient pas leur fils à l'école pour qu'un proviseur lui casse un œuf sur la tête.

Dans mon roman guadeloupéen (« Un autre soleil », Collection : Rivages/Noir, Numéro : 817, mars 2011/ « Another Sun », Soho Crime, NY avril 2013), j'essaie d'expliquer la dérive coloniale en fin de règne giscardien. Il faudrait une imagination bien plus fertile que la mienne pour expliquer comment la France contemporaine peut tolérer la violence et l'injustice dont seraient victimes les jeunes Guadeloupéens dans l'enceinte de l'école publique.

Je vous prie donc, Monsieur le Président, de bien vouloir faire diligenter une enquête sur les agissements dont est accusé le proviseur du LGT Baimbridge. En outre, je vous demande de vous renseigner sur le silence des autres fonctionnaires et professeurs qui auraient assisté aux scènes de brimades et de violence. Finalement, je vous demande de m'expliquer pourquoi les responsables de l'Éducation nationale et de la Justice n'ont rien fait pour protéger les élèves guadeloupéens d'une violence illégale et intolérable.

Je fais appel à votre sens de la justice et j'attends avec confiance votre réponse.

Je vous prie, Monsieur le Président de la République, d'agréer l'expression de ma très haute considération.

Timothy Williams
Professeur certifié à la retraite
BP 770
97110 Pointe-à-Pitre

Copies à:

- La presse régionale et nationale.
- La presse internationale (en anglais).

1. The Gleaner, Kingston, Jamaica
2. The Antigua Observer, St John's, Antigua
3. The Daily Nation. Bridgetown, Barbados
4. Trinidad and Tobago Newsday, Port of Spain, Trinidad
5. Guyana Chronicle, Georgetown, Guyana
6. International Herald Tribune, Paris, France
7. The Times-Picayune, New Orleans, LA, USA
8. The Miami Herald, Miami, FL, USA
9. The Atlanta Journal-Constitution, Atlanta, GA, USA
10. The Globe and Mail, Toronto, Ontario, Canada
11. Buenos Aires Herald, Buenos Aires, Argentina
12. The Economist, London
13. Private Eye, London
14. Il fatto quotidiano, Rome
15. Haaretz, Tel Aviv, Israel
16. The Nation, Nairobi, Kenya
17. Daily Graphic, Accra, Ghana
18. The Sun, Lagos, Nigeria
19. The Independent, Port Louis, Mauritius
20. Mail and Guardian, Johannesburg, South Africa
21. Daily Times, Lahore, Pakistan
22. Times of India, Mumbai, India
23. The Straits Times, Singapore
24. South China Morning Post, Hong Kong
25. The Age, Melbourne, Australia
26. The New Zealand Herald, Auckland, NZ